



**UNIVERSITÉ DE
MONTPELLIER**
PROGRAMME D'EXCELLENCE I-SITE

Lettre d'intention

Pré-KIM

PREAMBULE

Les projets de pré-KIM pourront notamment répondre aux objectifs et ambitions suivants :

- ✓ Rassembler, dans un partenariat organisé, des compétences multidisciplinaires visant à produire des projets innovants d'intérêt général pour le Territoire et/ou le consortium MUSE,
- ✓ Présenter un caractère structurant, novateur ou discriminant pour le site,
- ✓ Générer des effets transformants et d'entraînement sur le plan de la recherche ou de la formation,
- ✓ Développer des interactions fortes avec le monde socio-économique, au sens large
- ✓ Ne pas être redondants avec les autres moyens mis en œuvre par ailleurs.



**UNIVERSITÉ DE
MONTPELLIER**
PROGRAMME D'EXCELLENCE I-SITE



FICHE DE SYNTHÈSE

■ ■ **Projet**

Intitulé du projet : Key Initiative pour des Politiques publiques de transition

Acronyme (le cas échéant) : KIPPT

Nom/prénom du porteur : Laura Michel

Adresses électroniques : laura.michel@umontpellier.fr

Téléphones fixe et mobile : 04 34 43 28 45

■ ■ **Résumé et objectifs du Projet (2 pages maximum)**

1. Objectif

L'objectif de la Key initiative Politiques publiques de transition (KIPPT) est de renforcer la visibilité et favoriser les interactions locales, nationales et internationales des scientifiques du site de Montpellier dont les travaux sont liés aux politiques publiques de transition. Il s'agit d'une part de fédérer ces scientifiques et de les structurer durablement en réseau. La KIPPT contribuera à impulser et stimuler les échanges et les synergies entre chercheurs et à donner de la visibilité à l'expertise collective du site de Montpellier sur les politiques publiques de transition. Sur cette base, la KIPPT a d'autre part pour ambition de structurer une relation "science/société" en jouant le rôle de passerelle entre les chercheurs travaillant sur les politiques de transition et les acteurs publics.

2. Contexte et thématique

Les sociétés contemporaines font face à des défis nombreux, complexes et transversaux, qui interrogent la pérennité de notre modèle de développement, sa soutenabilité et notre capacité à faire société, tant les mutations actuelles sont porteuses de risques de rupture sociale, politique et économique. Qu'il s'agisse des évolutions environnementales (climatiques notamment) démographiques, politiques, technologiques (notamment avec le numérique), elles remettent en cause nos modes de vie, les modèles de développement en vigueur, modèles de production, de consommation, d'organisation du travail, d'éducation, de soin, d'aménagement de l'espace, de mobilité.... Ces changements sont à la fois porteurs d'opportunités mais génèrent parallèlement des risques, notamment concernant les populations les plus vulnérables. Ils sont en effet marqués par un haut niveau d'incertitude et la nécessité de penser le temps long, mettant en tension les instruments classiques de l'action publique, de la finance ou du droit. Ils interrogent ainsi directement la gouvernance de nos sociétés et la capacité des acteurs publics à accompagner ces évolutions par des politiques publiques de transition s'appuyant sur l'innovation tant technologique que socio-politique.

Le concept de transition a notamment été utilisé dans l'analyse des régimes politiques pour rendre compte de la transformation des régimes autoritaires et de leur transition vers des régimes démocratiques. Il est aujourd'hui largement mobilisé dans les *Transition studies*. Il renvoie alors à « un processus de transformation au cours duquel un système passe d'un régime d'équilibre dynamique à un autre régime » (Bourg & Papaux, 2015, p. 1011). On propose de retenir l'idée que les transitions renvoient à des changements de modèles voire de paradigmes. Elles supposent ainsi des mutations profondes dans nos sociétés et non simplement des ajustements. Pour cette raison, elles impliquent la mobilisation de tous, acteurs publics, économiques, citoyens. Les transitions sont d'ailleurs au cœur d'initiatives citoyennes locales, comme le mouvement *transition towns*.

Les politiques publiques de transition sont désormais à l'agenda des pouvoirs publics à toutes les échelles de gouvernement. Mais parce qu'elles supposent des transformations profondes, multi-échelles et transversales, elles sont aussi très complexes à imaginer et à mettre en œuvre. En outre, comme le rappellent de nombreux travaux scientifiques, c'est en grande partie à l'échelle des territoires que vont se jouer ces transitions. Le défi de la transition se pose ainsi tout particulièrement pour les acteurs publics des territoires et les communautés locales sur lesquels repose en grande partie l'opérationnalisation des transitions.

Pour répondre à ce défi, le site de Montpellier offre une dynamique de recherche en sciences sociales de haut niveau portant sur les savoirs nécessaires à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques de transition, et ce dans différents champs disciplinaires : économie (instruments financiers, impacts en terme d'efficacité, analyses multicritères, évaluation des politiques, économie comportementale, prospective...), droit (réglementation, échelons des politiques publiques, finances publiques,...), science politique (gouvernance, conflictualité, mise en débat public

des politiques publiques, comportements et opinions...), géographie (aménagement, planification territoriale...) sciences de l'éducation et de la formation (accompagnement, sensibilisation, éducation à...), gestion (management public, communication et prévention,...). Cette expertise est néanmoins pour l'instant relativement éparpillée entre les disciplines, laboratoires et objets thématiques de recherche.

3. Axes de travail

L'objectif de la KIPPT est d'impulser une dynamique fédérative et de mise en visibilité de la recherche sur les politiques publiques de transition en structurant les réseaux de chercheurs du site de Montpellier et leurs partenaires autour de 3 axes.

3.1. Le premier axe vise à stimuler les échanges autour de **thématiques sectorielles** sur lesquelles les chercheurs travaillent déjà comme la transition climatique, énergétique, écologique, numérique, alimentaire, des mobilités...

3.2. Le deuxième axe vise à favoriser la réflexion sur la **cohérence et l'articulation entre politiques publiques de transition**. Il vise à réfléchir sur les problématiques d'intégration et de désintégration. Une attention particulière pourrait être portée aux projets territoriaux comme vecteur d'intégration (tensions sectoriel/territorial).

3.3. Le troisième axe porte sur les **enjeux transversaux liés à la gouvernance** de la transition.

4. Actions envisagées

La KIPPT propose des actions simples et lisibles en cohérence avec son objectif de fédération et de mise en visibilité des recherches sur les politiques publiques de transition.

1. Un appel à projets de recherche autour des 3 axes identifiés ci-dessus permettant de créer de la synergie entre les chercheurs et avec les acteurs socio-économique.
2. Un portail destiné à mettre en visibilité les équipes, chercheurs, travaux, partenariats en lien avec les politiques publiques de transition et les projets sélectionnés dans l'appel à projet. Le recrutement d'un ingénieur de recherche permettra d'animer ce portail.
3. Des journées scientifiques pour créer et soutenir des liens entre les acteurs de la communauté : une rencontre en amont du lancement de l'appel à projet pour intégrer les chercheurs dans la dynamique de la KIPPT; une journée *Kick-off* des projets lauréats et un colloque scientifique fin 2025 avec présentations des résultats des projets financés.

■ ■ **Montant et budget prévisionnel de l'aide demandée sur 2 ans : 300000 euros**

■ ■ Structures de recherche impliquées

Il s'agit des laboratoires ayant confirmé leur implication. D'autres pourront s'ajouter dans la phase de préparation de l'appel à projets.

Nom de la structure : Centre d'Études Politiques Et sociales
Acronyme : CEPEL
Tutelles : UM-CNRS
NOM/Prénom du directeur : Emmanuel NEGRIER

Nom de la structure : Centre d'économie de l'environnement- Montpellier
Acronyme : CEE-M
Tutelles : UM, CNRS, Institut Agro, INRAE
NOM/Prénom du directeur : Raphael SOUBEYRAN

Nom de la structure : Acteurs, Ressources et Territoires dans le Développement
Acronyme : Art-Dev
Tutelles : CNRS, CIRAD, UM3, UM, UPVD
NOM/Prénom du directeur : PESCHE Denis

Nom de la structure : Montpellier Recherche en Économie
Acronyme : MRE
Tutelles : UM
NOM/Prénom du directeur : Benoit MULKAY

Nom de la structure : Centre de recherche et études administratives de Montpellier
Acronyme : CREAM
Tutelles : UM
NOM/Prénom du directeur : Pascale IDOUX

Nom de la structure : Laboratoire interdisciplinaire de recherche en didactique, éducation et formation
Acronyme : LIRDEF
Tutelles : UM, Paul Valéry
NOM/Prénom du directeur : Muriel GUEDJ

Nom de la structure : Montpellier Research in Management
Acronyme : MRM
Tutelles : UM, Université de Perpignan, AgroParis Tech
NOM/Prénom du directeur : Gilles N GOALA

Nom de la structure : Santé, Education et Situations de Handicap
Acronyme : SantESIH
Tutelles : UM
NOM/Prénom du directeur : Eric PERERA

Nom de la structure : Institut de Droit Européen des Droits de l'homme
Acronyme : IDEDH
Tutelles : UM
NOM/Prénom du directeur : Claire Vial

Nom de la structure : Équipe de droit pénal et sciences forensiques
Acronyme : EDPFM
Tutelles : UM
NOM/Prénom du directeur : Marie-Christine Sordino

Nom de la structure : Gestion de l'Eau, Acteurs, Usages
Acronyme : G-eau
Tutelles : AgroParisTech, BRGM, CIRAD, INRAE, IRD, Institut Agro
NOM/Prénom du directeur : Marcel KUPER

Nom de la structure : INNOVATION
Acronyme : INNOVATION
Tutelles : CIRAD, INRAE, Institut Agro
NOM/Prénom du directeur : Jean-Marc Touzard

Nom de la structure : Montpellier Interdisciplinary Center of sustainable Agri-food systems
Acronyme : MOISA
Tutelles : CIRAD, INRAE, IRD, l'Institut Agro, CIHEAM
NOM/Prénom du directeur : MOUSTIER Paule

Nom de la structure : Savoirs, Environnement, Société
Acronyme : SENS
Tutelles : CIRAD, IRD, UM3
NOM/Prénom du directeur : MERAL Philippe

■ ■ **Masters impliqués (Nom, Parcours) le cas échéant**

La liste présentée n'est pas nécessairement exhaustive à ce stade. Elle pourra être complétée en cours de projet.

Master Science politique (UM) : Parcours Politique et action publique comparées, Parcours Métiers des études et du conseil, Parcours Opérateur en coopération internationale et développement (UM)

Master Sciences de l'Éducation (UM)

Master Pratique et Ingénierie de la Formation (UM)

Master Droit (UM), Parcours Gestion de l'environnement et du développement durable, Parcours Droit de l'alimentation et de l'agroécologie (UM)

Master Économie : Parcours économie numérique (UM), Parcours Économie de l'énergie (UM), Parcours Économie du Développement Agricole, de l'Environnement et de l'Alimentation (UM), Parcours économie Publique et Environnement (UM), Parcours Économie et Psychologie (UM, UM3), Parcours Évaluation Économique et adaptation au Changement Climatique (UM), Parcours Économie des systèmes de Santé (UM)

Master Management public, Parcours Gestion des Littoraux et des Mers (UM, UM3)

■ ■ **Regroupement d'entreprise partenaire (Cluster, Pôle de compétitivité...) le cas échéant**

Nous prévoyons de développer les contacts existants avec des pôles tels que Aqua Valley.

■ ■ Collectivités publiques et entreprises partenaires

La liste présentée n'est pas nécessairement exhaustive à ce stade. Elle pourra être complétée au moment de l'appel à projets.

Collectivités territoriales : Région Occitanie, Métropole de Montpellier, Sète Agglopolé Méditerranée, Syndicat Mixte du Bassin de Thau, Pays Cœur d'Hérault, Parc naturel régional de la Narbonnaise, Pays de l'Or Agglomération, Syndicat mixte Milieux Aquatiques et des Rivières (SMMAR), Agence d'urbanisme de Perpignan (AURCA), Perpignan Métropole Méditerranée, CPIE Bassin de Thau, EPCI Port Camargue
Services de l'État : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Occitanie, Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF), Conservatoire du Littoral.

ADEME – Agence de la transition écologique

Banque des Territoires

RECO (réseau d'expertise sur les changements climatiques en Occitanie)

Bureaux d'étude et cabinets de consultants accompagnant les acteurs publics dans les politiques publiques de transition : EDATER, IDATE, AGATTE, Consulterra, Latitude, Territeo, EGIS, La 27^{ème} Région, Fabrique écologique (Paris), Initiative Sea'ties de la plateforme Océan & Climat (Paris).

PROJET

1.1. Description du Projet

✓ Contexte et Réalisations antérieures

Les sociétés contemporaines font face à des défis nombreux, complexes et transversaux, qui interrogent la pérennité de notre modèle de développement, sa soutenabilité et notre capacité à faire société, tant les mutations actuelles sont porteuses de risques de rupture sociale, politique et économique. Qu'il s'agisse des évolutions environnementales - climatiques notamment - démographiques, technologiques avec le numérique, elles remettent en cause nos modes de vie, les modèles de développement en vigueur, modèles de production, de consommation, d'organisation du travail, d'éducation, de soin, d'aménagement de l'espace, de mobilité.... Ces changements sont à la fois porteurs d'opportunités mais également de risques, notamment concernant les populations les plus vulnérables. Ils sont marqués par un haut niveau d'incertitude et la nécessité de penser le temps long, mettant en tension les instruments classiques de l'action publique, de la finance ou du droit. Ils interrogent ainsi directement la gouvernance de nos sociétés et la capacité des acteurs publics à accompagner ces évolutions par des politiques publiques de transition s'appuyant sur l'innovation tant technologique que socio-politique.

Le concept de transition a notamment été utilisé dans l'analyse des régimes politiques pour rendre compte de la transformation des régimes autoritaires et de leur transition vers des régimes démocratiques. Il est aujourd'hui largement mobilisé dans les *Transition studies* où la transition renvoie à « un processus de transformation au cours duquel un système passe d'un régime d'équilibre dynamique à un autre régime » (Bourg & Papaux, 2015, p. 1011). On propose de retenir l'idée que les transitions renvoient à des changements de modèles voire de paradigmes. Elles supposent ainsi des mutations profondes dans nos sociétés et non simplement des ajustements. Pour cette raison, elles impliquent la mobilisation de tous, acteurs publics, économiques, citoyens. La transition est d'ailleurs au cœur d'initiatives citoyennes locales, comme le mouvement *transition towns*.

Les politiques publiques de transition sont désormais à l'agenda des pouvoirs publics à toutes les échelles de gouvernement. Mais parce qu'elles supposent des transformations profondes, multi-échelles et transversales, elles sont aussi très complexes à imaginer et à mettre en œuvre. En outre, comme le rappellent de nombreux travaux scientifiques, c'est en grande partie à l'échelle des territoires que vont se jouer ces transitions. Le défi de la transition se pose ainsi tout particulièrement pour les acteurs publics des territoires et les communautés locales sur lesquels repose en grande partie l'opérationnalisation des transitions.

Pour répondre à ce défi, le site de Montpellier offre une recherche en sciences sociales de haut niveau sur les politiques publiques de transition à la fois en termes de savoirs et de méthodes. Le site de Montpellier rassemble ainsi de multiples compétences dans différents champs disciplinaires des sciences sociales : économie (instruments financiers, impacts en terme d'efficacité, évaluation multicritères, analyse coûts avantages, évaluation des politiques, économie comportementale, prospective...), droit (réglementation, échelons des politiques publiques, finances publiques,...), science politique (gouvernance,

conflictualité/acceptabilité des politiques publiques, concertation et débat public, études des comportements et opinions...), géographie (aménagement, planification territoriale...) sciences de l'éducation et de la formation (accompagnement, éducation à, sensibilisation, etc.), gestion (management public, communication et prévention,...).

Le site de Montpellier se distingue d'ores et déjà par des compétences bien identifiées concernant notamment les processus décisionnels et les dispositifs de concertation et de débat public associés, la conception des politiques publiques de transition – *policy design* –, leur mise en œuvre et leur évaluation. Différentes thématiques clés de politiques de transition ressortent également des travaux menés sur le site de Montpellier, telles que l'écologie, l'énergie, l'agriculture et l'alimentation, le numérique, le littoral, les territoires, les mobilités, la mutation des systèmes éducatifs et de formation ou la santé.

Cette expertise est néanmoins pour l'instant relativement éparpillée entre les disciplines, laboratoires et objets thématiques de recherche, si bien que Montpellier n'est pas reconnu comme site majeur dans le paysage de l'ESR sur les politiques publiques de transition. L'ambition de la KIPPT est en premier lieu de valoriser la communauté des sciences sociales du site montpellierain dans la thématique des politiques publiques de transition, en proposant une vitrine commune aux différents acteurs de la recherche et en structurant et animant une communauté de recherche.

Au-delà des très nombreux travaux menés par chaque laboratoire partenaire de la KIPPT, cette dernière peut d'ores et déjà s'appuyer sur des projets collaboratifs antérieurs associant plusieurs laboratoires et disciplines du pôle sciences sociales sur des politiques publiques de transition, ainsi que des partenaires internationaux. On peut citer à titre d'exemples, sans être exhaustif, des projets comme Trajectoires sur le temps long et la progressivité de l'action publique dans les transitions littorales (CEE-M, CEPEL), Tackling Climate Change (Art-Dev, CEPEL, G-Eau, Innovation, UC Davis) pour les transitions climatiques, Surfood (Moisa, Innovation, Cepel) pour les transitions des systèmes alimentaires urbains, le projet POTEM (MRE) sur la promotion des plateformes d'échange pour faciliter la transition énergétique et les mobilités durables dans le cadre des financements MUSE de l'Université de Montpellier, le défi de la Région Occitanie ciblant l'apport des observatoires et de l'information pour les transitions...

Beaucoup de ces projets sont par ailleurs menés avec des partenaires comme la Région Occitanie, la Métropole de Montpellier, le Pays Cœur d'Hérault, le Syndicat Mixte du Bassin de Thau, le Parc naturel régional de la Narbonnaise, Pays de l'Or Agglomération, le SMMAR, Sète Agglopolie Méditerranée, l'Agence d'urbanisme de Perpignan (AURCA), Perpignan Métropole Méditerranée, Le CPIE Bassin de Thau, l'EPCI Port Camargue, les services de l'État comme la DREAL, le SGAR, la DRAAF ou des organismes comme le CNFPT, le RECO, l'ADEME ou des partenaires internationaux comme l'Université de Californie Davis ou l'Université de Sao Paulo.

✓ **Positionnement du projet par rapport aux initiatives internationales dans le domaine et situation dans le contexte français et/ou régional**

L'université de Toulouse porte un projet inter-établissements – SEEDS pour un monde en transition. Celui-ci est destiné à la sensibilisation et à la formation des étudiant.e.s et de la communauté universitaire aux enjeux des transitions écologiques et sociétales en général. Il n'est pas dédié à la constitution d'une communauté en science sociale destinée à accompagner les politiques publiques de transition.

Il n'existait que deux labex en France axés sur les politiques publiques : le Laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques (LIEPP) de Science Po Paris ou l'Institut des politiques publiques de Paris *School of economics* (PSE), mais aucun d'eux ne porte spécifiquement sur les politiques publiques de transition. Seul le labex ITTEM – Innovations et transitions territoriales en montagne – prend les politiques publiques de transition pour objet mais à partir d'un milieu particulier – la montagne.

✓ **Ambition, pertinence et stratégie**

L'ambition de la KIPPT est que le site de Montpellier – UM et organismes de recherche partenaires - soit connu pour son dynamisme dans les sciences sociales liées aux politiques publiques de transition aux niveaux régional, national et international. Cette ambition trouve sa légitimité dans les forces pluridisciplinaires en présence et dans le contexte d'une région où de nombreux acteurs publics se sont donnés pour mission de mener des politiques publiques de transition dans des domaines variés, comme le projet REPOS (Région à énergie positive) de la Région Occitanie par exemple.

La KIPPT est avant tout un outil au service des scientifiques pour :

- fédérer la communauté scientifique à travers des actions mobilisant plusieurs disciplines,
- augmenter la visibilité de cette communauté
- favoriser le développement de liens avec les entreprises et les collectivités territoriales pour renforcer les politiques publiques de transition
- impulser des projets collaboratifs de type "Science avec et pour la société" afin de répondre aux enjeux des politiques publiques de transition.

✓ **Présentation du programme d'actions visant à satisfaire l'ambition du projet**

La KIPPT propose des actions simples et lisibles en cohérence avec son objectif de fédération et de mise en visibilité des recherches sur les politiques publiques de transition.

✓ Un appel à projets de recherche

L'appel à projet doit permettre de créer de la synergie entre les chercheurs des différentes composantes et laboratoires travaillant ou souhaitant travailler sur les politiques publiques de transition et avec les acteurs socio-économiques. L'ambition est de s'appuyer sur les travaux existants pour impulser une dynamique plus large ayant vocation à poser les bases d'une véritable communauté de recherche. Les projets devront ainsi favoriser la collaboration entre laboratoire et pluridisciplinaire ainsi qu'une approche intégrée des politiques publiques de transition.

Trois axes ont été identifiés pour structurer cet appel à projet :

Axe 1 : Le premier axe vise à stimuler les échanges entre laboratoires et disciplines autour de **thématiques sectorielles** fortes sur le site comme la transition climatique/énergétique, écologique, numérique, agricole et alimentaire, des mobilités...

Axe 2 : Le deuxième axe vise à favoriser **la réflexion sur la cohérence et l'articulation entre politiques publiques de transition**. Il encourage à se saisir des problématiques d'intégration et de désintégration. Une attention particulière pourrait être portée aux projets territoriaux comme vecteurs d'intégration pour traiter notamment les tensions entre logiques sectorielles et territoriales.

Axe 3 : Le troisième axe adresse les **enjeux transversaux liés à la gouvernance** de la transition.

- Enjeux liés au design des politiques publiques de transition, à leur mise en débat public et à leur évaluation
- Enjeux liés à la mise en œuvre des PPT : coopération entre acteurs, secteurs, échelles de gouvernement, financement, participation des citoyens/de la société civile, ...
- Enjeux de présentation et de diffusion : représentations, réception, perception, appropriation, traduction des enjeux de la transition par la population, les communautés et publics cibles, conflictualité/acceptabilité des politiques de transition
- Enjeux liés aux méthodes et instruments mobilisés : approches coûts-avantage, multi-critères, instruments incitatifs, réglementaires, tarifications, planification, trajectoires, etc.

Deux types de projets seront financés : les projets « impulsion » (stages de recherche M2) et les projets KIPPT pour des projets de recherche plus avancés (cf. point 1.5. infra).

✓ Un portail de diffusion

La création d'un portail est destinée à mettre en visibilité, au-delà des projets sélectionnés dans l'appel à projets, l'ensemble des équipes, chercheurs, travaux, partenariats et formations en lien avec les politiques publiques de transition de l'I-Site, même s'ils ne sont pas lauréats de l'appel à projets. Le recrutement d'un ingénieur de recherche permettra d'animer ce portail.

✓ Trois journées scientifiques

Elles ont pour objectif de créer et soutenir des liens entre les acteurs de la communauté. En ce sens, elles ne sont pas réservées aux seuls candidats et lauréats de l'appel à projets. Une rencontre en amont du lancement de l'appel à projet a pour objectif d'en co-construire le cahier des charges afin d'intégrer les chercheurs dans la dynamique de la KIPPT. Une journée *Kick-off* des projets lauréats de l'appel à projets doit permettre de consolider la dynamique collective et de faire connaître les projets à l'ensemble de la communauté. Un colloque scientifique fin 2025 permettra de présenter et discuter les résultats des projets financés, y compris avec les partenaires.

1.2. Organisation du projet

✓ **Présentation du porteur du projet**

Laura Michel est maîtresse de conférences HDR en science politique à l'Université de Montpellier, Faculté de droit et science politique, chercheuse au CEPEL (UMR 5112) et chercheuse associée à l'UMR Innovation. Elle est spécialiste de l'analyse des politiques publiques et de la sociologie de l'action publique. La majeure partie de ses travaux de recherche portent sur l'écologisation des politiques publiques industrielles, agricoles et d'aménagement. Elle travaille actuellement plus particulièrement sur les politiques de transition dans le domaine de l'énergie/climat (éolien off shore), l'agriculture et l'alimentation ainsi que sur les politiques d'adaptation aux risques littoraux et la démocratie environnementale.

Elle a été et est investie dans de nombreux projets de recherche, souvent pluri-disciplinaires, dont certains impliquant différents laboratoires du pôle Sciences sociales, avec lesquels elle travaille régulièrement, notamment G-eau, le CEE-M, Art-Dev, INNOVATION et MOISA. Elle a

également effectué trois séjours de mobilité à l'Université de Californie Davis, partenaire de l'I-Site, dans le cadre de deux projets de recherche (Tacling Climate Change et TypoClim). Elle a co-fondé le Master Métiers des études et du Conseil qu'elle a dirigé et dont elle continue à piloter l'axe gouvernance et évaluation des politiques publiques. Elle dirige actuellement le Master Politique et action publique comparées du programme IDIL.

Laura Michel est également investie comme experte auprès des pouvoirs publics. Elle a présidé de 2017 à 2023 un des quatre groupes de travail de la Convention des Nations-Unies sur l'Accès à l'information, la participation du public au processus de décision et l'accès à la justice en matière d'environnement, dite Convention d'Aarhus. Elle est également associée aux travaux de la Commission nationale du débat public (CNDP), intervient comme experte sur les questions de participation du public auprès du ministère de la transition écologique et est membre du conseil scientifique du programme "PARC Gouvernance de la transition écologique" de l'ADEME (Agence nationale de la transition écologique).

✓ Organisation du partenariat

La gouvernance de la KIPPT se veut à la fois efficace, légère et transparente. La KIPPT est un outil qui doit créer des plus-values pour les scientifiques du site de Montpellier, sans pour autant générer de la complexité dans l'univers des structures de recherche, ni se substituer à ces dernières dans leur animation et leur identité scientifiques.

La gouvernance proposée s'organise autour de deux cercles :

- Un directoire en charge de conduire la stratégie de la KIPPT et de gérer les opérations, composé de 6 membres (dont un directeur, qui ne peut pas être porteur d'un projet « KIPPT » ou « impulsion »). On propose qu'il soit à court terme composé des 6 membres du groupe de rédaction : Sébastien Chaliès, Stéphane Ghiotti, Laura Michel, Hélène Rey-Valette, Mathias Raymond, Catherine Ribot.

Le directoire sera assisté dans sa tâche opérationnelle par un.e ingénieur.e de recherche financé par la KIPPT.

- Un Conseil Scientifique (CS) en charge de sélectionner les projets soumis dans le cadre de l'appel à projets, composé :
 - o du directoire,
 - o d'un représentant de la Direction des programmes structurants (DPS)
 - o de la directrice du pôle sciences sociales,
 - o de 6 scientifiques extérieurs à l'I-Site de Montpellier spécialistes des politiques publiques de transition.

1.3. Impact socioéconomique du programme

La KIPPT renforcera le développement régional ainsi que la performance et la lisibilité des structures de recherche en termes de rayonnement de la recherche et de pluridisciplinarité.

✓ Intégration du projet dans le tissu socio-économique régional

Divers laboratoires (CEPEL, MRE, CEE-M...) travaillent déjà avec des bureaux d'étude ou des cabinets de consultants régionaux développant une activité à l'échelle nationale, européenne ou internationale, sur les politiques publiques de transition, comme EDATER, EGIS, IDATE, LISODE, AGATTE, Consulterra, Territéo,.... Des relations de longue date sont également établies avec des opérateurs centraux des politiques de transition dans les

domaines de la mobilité (SNCF-Réseaux) ou de l'énergie (RTE) par exemple. Des partenariats existent également avec des centres de formation (l'Institut Français de l'Éducation, l'Institut National du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le Réseau des Instituts Nationaux Supérieurs du Professorat et de l'Éducation, les Compagnons du devoir, etc.) ou le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT/INET). Ces quelques exemples témoignent d'une dynamique de collaboration déjà importante sur laquelle la KIPPT pourra s'appuyer.

La KIPPT permettra d'accroître la lisibilité tant du tissu régional que des chercheurs travaillant sur les politiques de transition. La KIPPT interviendra ici comme une plateforme qui facilite l'interaction entre chercheurs et entreprises. Elle renforcera la lisibilité des unités de l'I- Site et créera des opportunités d'expertises pluridisciplinaires et de partenariats élargis. L'éventail large des disciplines et domaines de recherche concernés permettra d'offrir un appui plus adapté, notamment en diversifiant les offres de prestations du fait des échanges transversaux entre unités. En facilitant les échanges et le partage d'expertises, la KIPPT vise ainsi la constitution d'un écosystème hybride d'entreprises et de laboratoires favorable à un processus d'innovation.

✓ **Lien avec les instances socio-économiques de concertation du territoire (outils de concertation des collectivités locales, ...)**

Les équipes mobilisées dans la KIPPT ont déjà développé des partenariats avec de nombreux acteurs institutionnels nationaux ou locaux comme souligné plus haut.

La KIPPT favorisera la mise en place de partenariats de recherche avec les instances de concertation pour renforcer l'aide à la décision, notamment en situation d'incertitude où la gestion doit devenir adaptative et s'appuyer de plus en plus sur des logiques d'expérimentation locales et de guides de bonnes pratiques (cf. projet Trajectoires en cours).

La KIPPT pourrait devenir le socle d'une communauté de pratique, pérennisant le lien entre science et société.

✓ **Interactions avec la « Société »**

La KIPPT entend accompagner le défi de la démocratisation des choix publics dans le cadre des transitions. Cela passe par la reconnaissance et l'intégration des savoirs locaux/profanes, l'organisation du débat public autour des choix de politiques publiques voire la reconnaissance de nouveaux droits à certaines entités comme les animaux ou la nature.

L'évaluation des politiques publiques dans une logique d'*accountability* vis-à-vis du public et des contribuables et/ou l'évaluation participative, sont également un moyen de renforcer les interactions avec la société. Dans tous ces domaines les chercheurs de la KIPPT développent des compétences de haut niveau susceptibles d'accompagner les collectivités et les bureaux d'études dans la transformation et l'innovation. La KIPPT, notamment à travers les projets de recherche, les journées scientifiques et le portail, permettra de stimuler les expériences dans ces domaines innovants en termes de gouvernance.

1.4. Présentation d'offre de formation le cas échéant (2 pages)

✓ **Réflexion sur les cursus de formation**

Le portail permettra une mise en visibilité et un rayonnement des formations en lien avec les politiques publiques de transition. Le travail d'identification des formations menées par le groupe projet sera poursuivi, notamment avec l'ingénieur de recherche. Il permettra d'afficher l'ensemble des formations de l'i-site sous un label commun et d'initier les échanges entre les enseignants-chercheurs et chercheurs qui travaillent sur le sujet.

✓ **Mise en place de nouveau cursus**

La KIPPT, à ce stade, n'a pas pour objectif la création de nouvelles formations. Les travaux collectifs pourraient en revanche permettre d'identifier des opportunités pour les années suivantes.

1.5. Justification des moyens demandés

✓ **Actions de structuration et d'animation de la communauté KIPPT**

Les actions proposées ont vocation à créer progressivement du lien et du sens dans l'ensemble de la communauté des sciences sociales et d'apporter ainsi une véritable plus-value collective. La KIPPT sera un outil d'animation pour la communauté de recherche sur les politiques publiques de transition et plus largement pour l'émergence d'une communauté de pratiques faisant le lien entre science et société.

L'ingénieur de recherche qui sera recruté par la KIPPT aura, au-delà de son rôle organisationnel et opérationnel, une mission d'animation scientifique. Il jouera un rôle de relai direct pour la transmission d'informations et l'animation du portail de la KIPPT avec un travail de veille et de diffusion d'informations, la rédaction de contenus, le reporting sur les projets, etc.

Trois journées scientifiques sont destinées à fédérer la communauté d'abord autour de la co-construction de l'appel à projets, puis lors du démarrage des projets et lors de la restitution des résultats des projets financés.

✓ **Valorisation – diffusion des résultats**

Les résultats scientifiques obtenus avec le soutien de la KIPPT seront présentés aux 3èmes journées scientifiques de la KIPPT. Ils seront aussi valorisés sur le portail de la KIPPT et par différents outils de communication, notamment les réseaux sociaux. Des restitutions sous formes de séminaires pourront aussi être organisées auprès des partenaires, notamment des acteurs publics.

✓ **Actions de communication**

Une des ambitions centrales de la KIPPT est de rendre visible aux niveaux régional, national et international les recherches menées par le site de Montpellier sur les politiques publiques de transition. C'est la raison pour laquelle nous avons prévu un portail conçu comme un outil interactif et évolutif alimenté en permanence par l'ingénieur de recherche recruté. Il permettra dans un premier temps de cartographier l'ensemble des laboratoires, chercheurs, formations et projets en cours de l'i-site sur le domaine de la KIPPT. Il communiquera ensuite

sur la dynamique du projet (APP, sélection, résultats). Il rendra compte finalement de l'ensemble des travaux menés par les chercheurs du pôle sciences sociales dans ces domaines.

Ce site pourra ainsi servir de vitrine à l'ensemble des actions portées par les différents acteurs, financées ou non par la KIPPT. Il a également vocation à jouer le rôle de centre de ressources autour des thématiques de la KIPPT.

✓ Programmes de recherche

La KIPPT se déroulant sur deux ans, sera centrée sur un seul appel à projets de recherche, afin de lancer les fondations d'une communauté sur les politiques publiques de transition.

Deux types de projets pourront être financés. Des projets « impulsion » auront vocation à initier une dynamique de recherche collective autour d'un stage de master 2 (cf. point suivant) tandis que des « projets KIPPT » financeront des projets de recherche plus avancés.

Projets KIPPT

Financement : 15 à 25 K€

Durée : 18 mois. Le premier appel à projets sera co-préparé avec les différents laboratoires impliqués dans le projet et lancé fin mars 2024 pour un démarrage des projets fin juin 2024 et restitution des résultats fin 2025.

Thématique :

Axe 1 : Le premier axe vise à stimuler les échanges entre laboratoires et disciplines autour de thématiques sectorielles fortes sur le site comme la transition climatique/énergétique, écologique, numérique, agricole et alimentaire, des mobilités...

Axe 2 : Le deuxième axe vise à favoriser la réflexion sur la cohérence et l'articulation entre politiques publiques de transition. Il vise à réfléchir sur les problématiques d'intégration et de désintégration. Une attention particulière pourrait être portée aux projets territoriaux comme vecteur d'intégration (tensions sectoriel/territorial).

Axe 3 : Le troisième axe adresse les enjeux transversaux liés à la gouvernance de la transition.

Éligibilité : Trois critères principaux seront privilégiés : la collaboration inter-laboratoires du pôle sciences sociales, la dimension pluri-disciplinaire des équipes et l'approche intégrée des projets. Les partenariats avec le monde socio-économique, la société civile et les acteurs publics ou un partenaire international pourront constituer des critères secondaires.

Terrains de recherche : les projets pourront se réaliser en Occitanie en lien avec l'ancrage de la KIPPT mais aussi sur un terrain étranger, notamment en lien avec des partenariats existants (pays du Sud et/ou universités partenaires notamment). Les co-porteurs des projets devront participer aux différents moments d'animation de la KIPPT en particulier les trois journées scientifiques KIPPT et devront obligatoirement présenter leurs résultats lors de la 3^{ème} journée.

✓ Programmes pédagogiques

Projets « Impulsion ».

Des petits projets de recherche en laboratoire cohérents avec les axes de la KIPPT, recevront un financement de gratification de stage de Master 2, accompagné d'un petit

budget de fonctionnement (total 4 k€). Comme leur nom l'indique, ils auront pour objectif d'impulser une première collaboration ou de défricher une thématique particulière en lien avec les politiques publiques de transition.

PROJET